

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : courriers reçus suite au discours CESE

Le flux de courriers relatifs au plan d'urgence pour l'emploi présenté au CESE a été relativement faible : **une trentaine à ce jour.**

- **30% témoignent sobrement de leur soutien** : « *Je vous souhaite sincèrement de réussir* » ; « *J'espère que toutes vos mesures inverseront la courbe du chômage* ».

La plupart du temps **sans se prononcer sur le fond, ces intervenants approuvent la démarche** et l'attention portée aux personnes « *privées d'emploi* » : « *je sais que vous êtes honnête et que vous faites de votre mieux* ».

La transformation du CICE en baisse définitive des cotisations sociale est accueillie favorablement par quelques petits chefs d'entreprises directement intéressés : « *Enfin une bonne nouvelle !* ».

- **Une grosse moitié (55%) sont plus critiques**, mais avec un biais d'auto-sélection net : **il y a très peu de critiques « idéologique » ou des orientations**, la plupart de ces courriers émanant de **correspondants directement concernés qui se basent sur leur situation personnelle pour faire part de leur réserves.**

- Les mesures en faveur de l'apprentissage et des formations pour les jeunes et les chômeurs sont celles qui soulèvent le plus de scepticisme, totalisant 40% des correspondants dont les 2/3 exposent leurs difficultés personnelles à voir leur contrat précaire ou leur formation en alternance déboucher sur un emploi : « *Sauf le respect que je vous dois, vous êtes complètement à côté de la plaque ! Les entreprises ne jouent pas le jeu de l'embauche, elles utilisent les jeunes pour toucher les aides de l'Etat* ».

S'agissant des nouvelles formations annoncées, 1/3 de ces correspondants expriment leurs réserves, estimant que d'autres leviers sont prioritaires pour résoudre le problème du chômage : « *La formation ne donne pas de résultats immédiats, elle est souvent inadaptée au monde du travail* » ; « *le problème ce n'est pas la formation, c'est la complexité qui freine les ardeurs et l'activité des entrepreneurs* ».

- Le plafonnement des indemnités prud'homales pour les salariés réunit 15% des critiques, émanant de salariés actuellement en conflit avec leur employeur : « *vous offrez un laisser passer aux abus. En quoi cette mesure va-t-elle améliorer l'emploi ?* ».
- Les dispositions régissant l'assurance-chômage et les suggestions formulées par la Cour des Comptes sont redoutées par 15% des correspondants : « *A l'âge de 53 ans je subis un chômage économique et je suis en panique en prenant connaissance des pistes de la Cour pour réduire les allocations chômage* » ; « *je vous dis ma colère, baisser les allocations pour couvrir les déficits de la dette, c'est du délire !* ».

Parmi les critiques plus « politiques » ou non-directement concernées :

- 20% réduisent ce plan à une manœuvre politique (signe que le récit propagé par une partie des médias existe dans l'opinion mais reste mesuré) destinée à « *sortir des chômeurs des statistiques* » et engendrer « *artificiellement* » une inversion de la courbe du chômage pour permettre au PR de légitimer sa candidature en 2017 : « *les mesures actuelles font penser à la volonté et seule volonté de vous représenter en 2017 et cela fait peur* ».
- enfin, 10% de ces commentaires critiquent les aides aux entreprises, jugées trop coûteuses (« *le CICE nous coûte cher* ») et trop peu efficaces en matière d'embauches : « *ce n'est pas en promettant des aides même sous forme de déductions fiscales que vous ferez de l'emploi !* » ; « *Vous voulez relancer l'emploi, commencez par diminuer les charges patronales et augmentez les salaires !* ».
- **15% des messages sont constitués d'attentes de la part de divers publics :** sénior (« *catégorie de chômeurs oubliée* ») ; travailleur handicapé engagé dans un parcours de reconversion professionnelle et « *attendant des actes pour aider à la création d'entreprise* » ; jeune diplômé manquant d'expérience ; chômeur de longue durée.
- *En dehors des personnes directement concernées (qui sur-réagissent naturellement avec cet outil), le plan d'urgence annoncé soulève assez peu de contestations construites – qu'il s'agisse de critiques politiciennes ou idéologiques – mais également assez peu d'enthousiasme (en témoigne le flux mesuré, sur un sujet où les attentes sont considérables).*
C'est un scepticisme qui semble l'emporter, et un regard finalement assez distant. Peut-être que voir la machine « se mettre en route » réellement (débat parlementaire, médiatisation des plans de formation avec les Régions etc.) permettra d'accrocher davantage l'attention.

Adrien ABECASSIS